

L'épreuve de la vérité : le Canada, les Premiers Peuples et l'esprit de 1867

Nawel Hamidi and Pierrot Ross-Tremblay

Number 319, Spring 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/89424ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Hamidi, N. & Ross-Tremblay, P. (2018). L'épreuve de la vérité : le Canada, les Premiers Peuples et l'esprit de 1867. *Liberté*, (319), 12–14.

L'épreuve de la vérité : le Canada, les Premiers Peuples et l'esprit de 1867

PIERROT ROSS-TREMBLAY ET NAWEL HAMIDI

Dans leur texte, Pierrot Ross-Tremblay et Nawel Hamidi nous rappellent qu'il n'y a point de réconciliation sans vérité, même si celle-ci est un supplice pour les sociétés coloniales, et que nous sommes à l'aube d'une révolution.

« En prison, ma colère envers les Blancs s'était apaisée mais ma haine du système s'était accrue. Je voulais que l'Afrique du Sud voie que j'aimais jusqu'à mes ennemis tout en haïssant le système qui avait fait naître notre affrontement. »

NELSON MANDELA

Depuis le dépôt du rapport de la Commission de vérité et réconciliation en 2015, le terme « réconciliation » est dans toutes les bouches, et il passe de main en main avec les enveloppes budgétaires pour la mise en œuvre de ses 94 recommandations. Cette obsession de la réconciliation, récupérée principalement par la Couronne et ses représentants, est devenue un faux-fuyant pour la société dominante. Cette société, grugée par la culpabilité et la honte, est dominée par l'ambition d'oublier et de faire oublier 400 ans de violence coloniale dirigée contre les Premiers Peuples. Elle s'approprie avec voracité cette réconciliation devenue monomaniaque et en fait son image de marque. Ce fantasme de rapprochement entre la société actuelle et les Premiers Peuples tend à occulter, voire à effacer l'étape préalable et incontournable d'une hypothétique réconciliation : celle de la mise au jour de la vérité.

Un schéma génocidaire

La vérité, c'est que le projet génocidaire du XIX^e siècle de John A. Macdonald, visant l'appropriation des territoires ancestraux, l'assimilation, la domestication et la pacification des Premiers Peuples au Canada, a toujours cours présentement. L'ancien premier ministre ne s'est jamais caché de son ambition de créer un grand dominion britannique, collé sur le modèle confédéral esclavagiste et suprémaciste du sud des États-Unis et purifié des « races bâtardes ». Avec l'article 91 (24) de la Loi constitutionnelle de 1867, dont Macdonald fut l'architecte, « les Indiens et les terres réservées aux Indiens » devenaient une juridiction fédérale, des « choses » n'ayant d'utilité que par leur aliénation et leur exploitation. L'Indien-objet vient de naître. Son identité devient alors une fiction génétique, un « statut », et son territoire, un non-lieu, une « réserve ». Toutes ses institutions politiques sont réduites à un « conseil de bande », conçu pour formater de « bons Indiens », qui doivent guider les « sauvages » de la noirceur vers la lumière de la civilisation.

Tout le reste devait tomber dans l'oubli.

Ce système, recommandé au premier ministre Macdonald par les commissions Bagot (1842-1844) et Pennefather (1856-1858), allait s'instituer par un double processus de déterritorialisation : matériel, d'une part, en déplaçant

les Premiers Peuples de leurs terres ancestrales vers d'étroites réserves et en effectuant un nettoyage ethnique au service des spéculateurs fonciers ; et culturel, d'autre part, en permettant par une série de mesures draconiennes, dont l'invalidation des traditions orales et juridiques, l'instrumentalisation des femmes, l'enlèvement des enfants et un « désensauvagement » ou « blanchiment » général des Premiers Peuples. Ces déconnexions devaient prévenir toute résurgence. Les pensionnats sont, en fait, la solution finale de ce processus dans lequel l'État fut largement aidé par les Églises et les grandes corporations.

Ces réserves devaient créer de « bons Indiens », c'est-à-dire déconnectés des territoires, vidés de leur héritage et de leur conscience historique. Des gens capables de diriger des « conseils de bande » conçus pour faciliter l'assimilation des « mauvais Indiens » aux municipalités environnantes et forger leur consentement collectif à l'abandon des territoires ancestraux ; en d'autres mots, leur pacification. Le Canada allait entériner l'invalidation complète des traditions juridiques et des conceptions des Premiers Peuples de l'identité, de la gouvernance et du territoire – les trois griffes qui, encore aujourd'hui, permettent l'étranglement de l'autodétermination (Uetshit takuaimatishun) et de la souveraineté (Innu Tipenitemun) de ces derniers.



Aujourd'hui, c'est à travers les « traités modernes » que la Couronne cherche à étancher une soif de domination et de certitude juridique sur le territoire qu'un génocide incomplet n'a pu assouvir. Ces négociations territoriales, et les « traités » qu'elles promettent d'engendrer, sont caractérisées par l'imposition de définitions qui visent à façonner le consentement des Premiers Peuples à la réification des terres, qui sont et resteront inaliénables (Apu ataeian). La terre ancestrale (Nitassinan) est un joyau d'une valeur inestimable et, conséquemment, inaliénable. Certaines antinomies resteront insurmontables. Les gouvernements actuels ne se gênent pas pour présenter ces traités comme la quintessence de la réconciliation, ce qui en dit long sur l'esprit qui les anime.

En vérité, l'abandon de ce qui est le plus vénérable, cette relation fusionnelle avec le territoire, a toujours été l'exigence imposée aux Premiers Peuples au nom du réalisme et du pragmatisme, attributs d'une modernité agonisante menant à la destruction de l'humanité. La vérité, c'est que le Canada continue

d'espérer la consolidation de sa souveraineté territoriale et politique sans celle des Premiers Peuples. L'État s'y prend actuellement par des formes de colonialisme principalement juridiques qui servent à maquiller le projet de domestication des Premiers Peuples par l'entremise d'ententes, de décrets, de lois, de règlements et de traités.

La vérité, c'est que le colonialisme canadien avance à un rythme dévastateur et qu'il est soutenu par un racisme systémique dont la racine est encore et toujours les mêmes stéréotypes qu'avait l'Europe envers les Premiers Peuples au moment des premiers contacts. Un racisme qui empêche les Premiers Peuples et plus encore les femmes d'accéder à la santé, à la sécurité, à la justice, à l'éducation et aux services sociaux dont bénéficient les membres de la société dominante. La disparition et l'assassinat des femmes et des filles ainsi que le placement d'enfants dans des familles loin des leurs ne sont que la pointe d'un iceberg bien caché sous des étendues d'une tromperie sans nom.

Les effets actuels du colonialisme

Le génocide a servi le Canada. Il lui a permis de mutiler les Premiers Peuples et de récrire un mythe unique à l'effigie de sa supériorité. Depuis 150 ans, il mène une guerre psychologique sans relâche, mais les Premiers Peuples n'ont jamais baissé les bras. En dépit de la violence coloniale, ils n'ont jamais consenti à leur assujettissement. Il existe une histoire vive de cette résistance douloureuse. La guerre du saumon, la crise d'Oka, Ipperwash, Gustafsen Lake, Burnt Church et bien d'autres événements qui ne sont que les éruptions d'un volcan profond impossible à éteindre. Ils sont les fronts d'une guerre plus large s'étendant aux confins des Amériques.

Cent cinquante ans de guerre permanente ont affecté les systèmes immunitaire et nerveux des Premiers Peuples, traumatisé les corps et vampirisé les âmes. Les névralgies sociales sont terribles, violentes. Les amnésies sont cruelles, et elles génèrent anomies, transgressions, essentialisations et abus. Être opprimé sur plusieurs siècles par

des couronnes et des Églises clamant le *terra nullius*, vivre dans un régime qui nie notre existence, crée inévitablement un sentiment d'absence, de *sui nullius*: l'idée faite sienne de ne pas avoir d'histoire, de lois légitimes, de ne pas exister.

Cent cinquante ans plus tard, les Premiers Peuples vivent au quotidien les conséquences de l'esprit génocidaire et cruel de 1867. Les déplacements, les famines, la destruction des territoires, les pensionnats, l'effacement des grands-mères, la pauvreté, la violence familiale et sexuelle, les suicides, les hauts taux d'emprisonnement, la malnutrition ne sont que quelques exemples d'une réalité qui étend encore son emprise sur nos vies.

Imaginez vivre cent cinquante ans avec un agresseur. Les tyrannies intérieures consomment beaucoup d'énergie. Le désespoir fait alterner entre peine et colère, dans un cycle sans fin, épuisant. Cette misère est une production. Comme colonisé, nous avons appris à nous détester nous-mêmes plus que le système qui a rendu certaines parties de nous détestables. Ce racisme intériorisé, psychologique et antinomique avec la conception qu'ont les Premiers Peuples de l'humanité, est le premier adversaire.

La vérité, difficile à accepter, c'est que la Couronne, supposée alliée des Premiers Peuples au Canada, ne s'est jamais intéressée à leur condition, sauf temporairement pour les amener à consentir à leur propre anéantissement. Nous vivons dans une société fondée sur l'élimination des Premiers Peuples ou, comme dirait un ami de Natuashish, « construite sur nos tombes ». En ce sens, le *redwashing* (instrumentalisation) de masse à des fins politiques et les faux espoirs de réconciliation que suscitent les déclarations actuelles du gouvernement fédéral et de ceux des provinces ont quelque chose d'indécemment violent.

La vie que nous mènerons

Le racisme envers les Premiers Peuples est inhérent au Canada lui-même. Le pays est grevé d'une tare ontologique, d'une déviance originelle, qu'il ne revient pas à ses victimes de guérir. Plusieurs politiciens, allochtones et autochtones confondus, aiment faire croire au monde, étouffé de désespoir et subissant les effets du colonialisme au quotidien, que ce régime peut être réformé, amélioré. Il a toujours été payant dans ce régime de jouer au « bon Indien », de simuler la ressemblance. Mais l'esprit de ce système est mauvais. Ses designers étaient mal intentionnés. Ce qui prétend guérir intoxique. Ce qui promet la sécurité fait disparaître et sépare. Ce qui propose de nourrir empoisonne et affame. Ce qui prétend libérer enchaîne.

Non, ce régime constitutionnel de 91(24), antinomique avec les philosophies des Premiers Peuples, ne peut être réformé, et sa légitimité est condamnée à l'érosion, jusqu'à l'effondrement. La réconciliation avec une société et un État qui perpétuent ce projet colonial devient obscène et abjecte. Le Canada est un colosse aux pieds d'argile. Il a été érigé pour nous détourner de notre amour de la terre, de la dignité des ancêtres et des générations futures. La réconciliation ne peut donc se faire qu'avec nous-mêmes, avec notre propre humanité. Nous devons retrouver nos vérités, les déterrer et nous réconcilier avec nos cadavres qu'on ne pourra pas cacher à jamais parce que l'oubli n'est pas absolu. Dans ce sens, le rôle du Canada, s'il souhaite une concorde réelle avec les Premiers Peuples, est de cesser immédiatement la spoliation des territoires, de stopper la domestication par les traités et l'arsenal juridique, de soutenir la guérison des traumatismes intergénérationnels, d'encourager la revitalisation culturelle et la mise en œuvre effective de l'autodétermination de la souveraineté des Premiers Peuples sur ces territoires inhérents à leur existence.

Si la résistance n'a jamais cessé, la révolution qui s'amorce, par son ampleur planétaire, est nouvelle. Elle concerne la perception que l'humanité a d'elle-même et les modalités de son devenir. Désorientée, anxieuse, vacillante, la « civilisation » se tourne dorénavant vers les peuples aux mémoires millénaires et aux rêves fertiles pour se nourrir de symboles et de sens, de visions ultimes et viables. Oui, la conception cosmique de notre espèce et de la terre que nos récits portent, incluant le respect de toutes nos relations et de ce qui fonde notre existence sur terre, est un trésor incommensurable. Dans la confusion générale, dans le tumulte actuel, notre rôle est peut-être de garder les yeux grands ouverts, de rester collés à nos rêves, et de ne pas perdre le cap. Au « diviser pour mieux régner », répondons par l'unité; triomphons de notre tragédie, de ce qui nous éloigne de notre terre et des générations qui viennent. Soyons les phares qui veillent. En nous libérant de nos servitudes et en protégeant la terre qui nous porte, nous sauverons le monde. Rien de moins. **L**

♦ **Pierrot Ross-Tremblay** est Innu (Essipit), sociologue et professeur à l'Université Laurentienne, à Sudbury. Ses recherches portent sur la mémoire et l'oubli, le colonialisme au Canada et les traditions juridiques des Premiers Peuples. Son livre *Thou Shalt Forget: Indigenous Sovereignty, Resistance and the Production of Cultural Oblivion in Canada* sera publié en 2018 aux School of Advanced Studies Press, University of London. **Nawel Hamidi** est avocate. Elle enseigne à l'Université Laurentienne et effectue des recherches doctorales à l'Université d'Essex, en Grande-Bretagne. Ses recherches portent sur le colonialisme au Canada et en Algérie, sur ses impacts sur la condition des femmes et sur les traditions juridiques endogènes.